	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

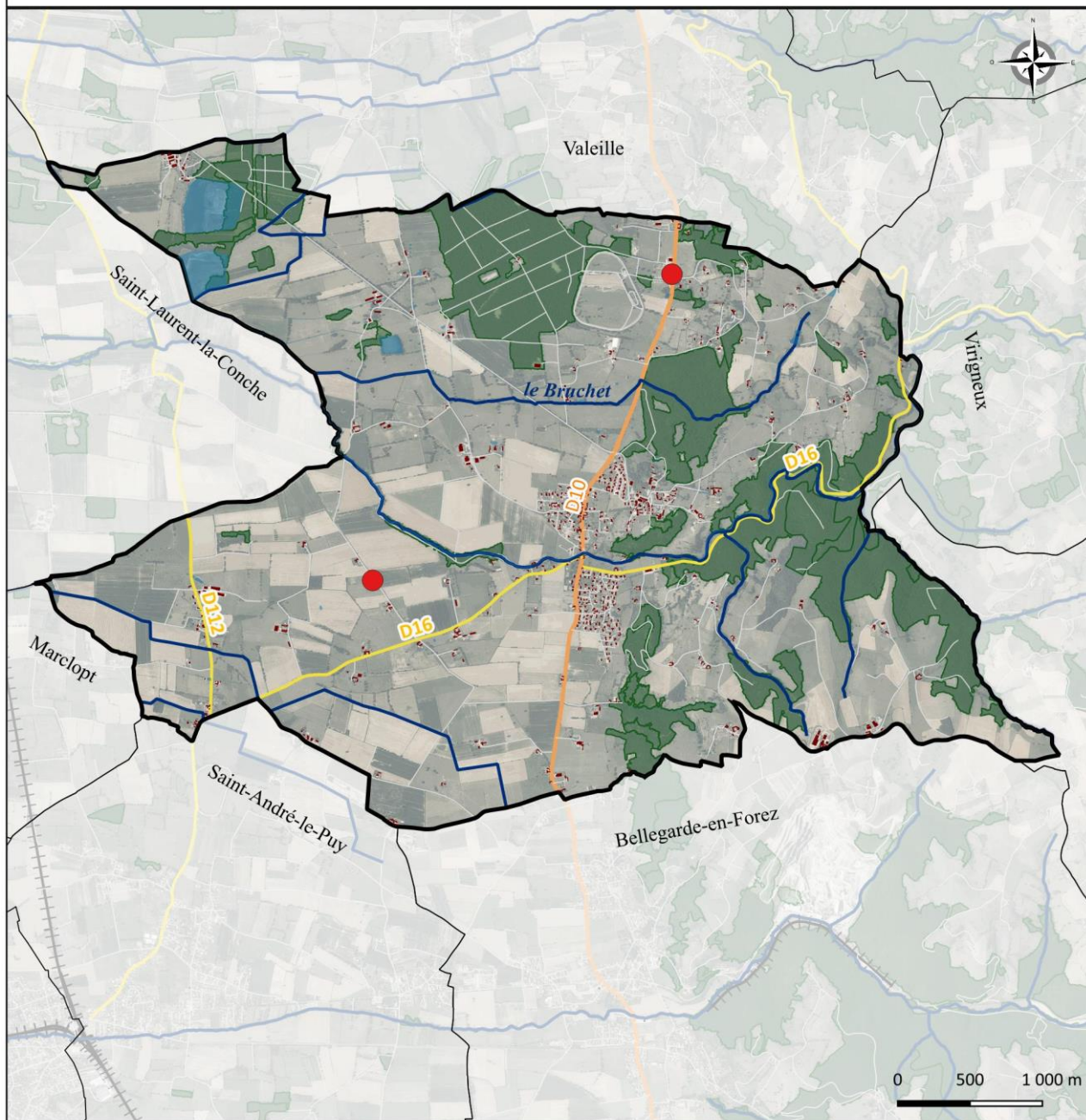
*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
<a href="#">Commune de Saint-Cyr-les-Vignes</a>
SIRET/SIREN
<a href="#">214 202 145</a>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">Mairie de Saint-Cyr-les-Vignes</a> <a href="#">1 Place du combattant</a> <a href="#">42210 SAINT-CYR-LES-VIGNES</a>  <a href="#">Tel : 04 77 28 91 25</a> <a href="mailto:commune.stcyr@orange.fr">Mail : commune.stcyr@orange.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<a href="#">Monsieur Gilles COURT, Maire</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<a href="#">Madame GAY Anne, urbaniste chez REALITES Bureau d'Études</a>
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

<p>Bureau d'études REALITES 34 Rue Georges Plasse 42300 ROANNE</p> <p>Portable :06 99 41 43 59 Tel : 04 77 67 83 06 Mail : anne.gay@realites-be.fr</p>
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cyr-les-Vignes
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>PLU approuvé le 4 mai 2007 Révision avec examen conjoint approuvée le 7 juillet 2022</p> <p><a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.291445&amp;lat=45.677064&amp;zoom=13&amp;mlon=4.291445&amp;mlat=45.677064">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.291445&amp;lat=45.677064&amp;zoom=13&amp;mlon=4.291445&amp;mlat=45.677064</a></p>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Saint-Cyr-les-Vignes
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La procédure de <b>modification simplifiée n°1</b> du PLU porte sur l'identification de deux bâtiments comme changements de destination.</p> <p>Le zonage est modifié pour prendre en compte ces deux identifications. Le tableau des changements de destination est complété dans le règlement.</p> <p>Les autres pièces du PLU restent inchangées.</p>

### Localisation des secteurs concernés par la procédure



■ Bâti

■ Boisements

— Cours d'eau

■ Surface en eau

#### Voies, routes et chemins

— Route départementale principale

— Route départementale secondaire

— Voie communale

● Secteurs concernés par la modification simplifiée n°1

Sources : BD TOPO, BD Forêt V2 IGN, cadastre PCI vecteur



3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
<a href="#">Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.</a>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
-
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<a href="#">SDAGE Loire Bretagne avec des orientations pour 2022-2027.</a>

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
-
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
-
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
-
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
-
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>Évaluation environnementale de la révision avec examen conjoint approuvée le 7 juillet 2022 permettant d'établir un bilan de la construction et de la consommation foncière, de mettre à jour le document par rapport à la réglementation, d'enlever des secteurs Nh et donc d'identifier des changements de destination, de reclasser des zones AU en zone U, de mettre une temporalité sur les zones AU et de créer une zone AUL pour l'aménagement d'un parc de jeux.</p> <p>La MRAE n'a pas rendu d'avis sur l'évaluation environnementale de la procédure d'évolution (décision 2021AARA79 / 2021-ARA- AUPP-01063 - Absence d'avis du 2 novembre 2021)</p>

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
<p>Modification du PLU sans enquête publique.</p> <p>La procédure de modification est encadrée par l'article L. 153-36 du code de l'urbanisme :  <i>« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions »</i></p> <p>Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;</li> <li>- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;</li> <li>- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.</li> </ul> <p>Il est précisé que cette procédure de modification ne permet pas de réduire des zones naturelles et agricoles et ne touche pas au projet communal concernant l'habitat.</p> <p>Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le maire lorsqu'il a pour effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;</li> <li>- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;</li> <li>- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.</li> </ul> <p>Dans les autres cas, la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée.</p> <p><b>Considérant l'objectif de la commune d'identifier deux changements de destination, la procédure peut donc être réalisée par le biais d'une modification simplifiée.</b></p>
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>



4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de Saint-Cyr-les-Vignes en 2021 : 1 057 habitants.

#### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Saint-Cyr-les-Vignes (sur SIG) : 1 947,02 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	45,13	2,32%	45,13	2,32%
zones 1 AU	3,79	0,19%	3,79	0,19%
zones 2 AU	0	0,00%	0	0,00%
zones A	1 531,16	78,64%	1 531,16	78,64%
zones N	366,94	18,85%	366,94	18,85%
Total	1 947,02	100%	1 947,02	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD repose sur 3 grands objectifs prioritaires :

#### **Préserver les équilibres entre les milieux naturels, agricoles et urbanisés**

- Limiter et optimiser le développement pavillonnaire dans le secteur compris entre la RD 10 et le bourg correspondant aux coteaux et par conséquent éviter le développement de l'urbanisation dans la partie plaine occupée par l'agriculture
- Maintenir des espaces verts entre les différents secteurs urbanisés et notamment entre Saint-Cyr-les-Vignes et la commune voisine de Bellegarde-en-Forez
- Préserver les espaces et exploitations agricoles et la qualité des paysages (plaine, coteaux, monts...)
- Protéger les milieux naturels (Vallée de la Toranche, boisements, étangs) et maintenir la diversité biologique
- Préserver l'image d'une commune « rurale »
- Renforcer la capacité de traitement de la station d'épuration afin de maintenir une bonne qualité des eaux de la Toranche et permettre l'accueil de nouvelles constructions
- Maintenir l'écoulement naturel des eaux de ruissellement et mettre en place des mesures compensatoires lors de l'imperméabilisation des sols. Renforcer les coopérations intercommunales de gestion des eaux de ruissellements
- Limiter le risque d'inondation par le maintien de zone tampon capable d'absorber les épisodes de crues et les eaux de ruissellements et favoriser l'entretien des berges et fossés

#### **Accompagner la croissance démographique : conforter les services et équipements à la population et l'aménagement des espaces publics :**

- Sécuriser les cheminements en mode doux (piéton, deux roues) le long de l'axe RD 10 et l'accès aux transports notamment scolaires

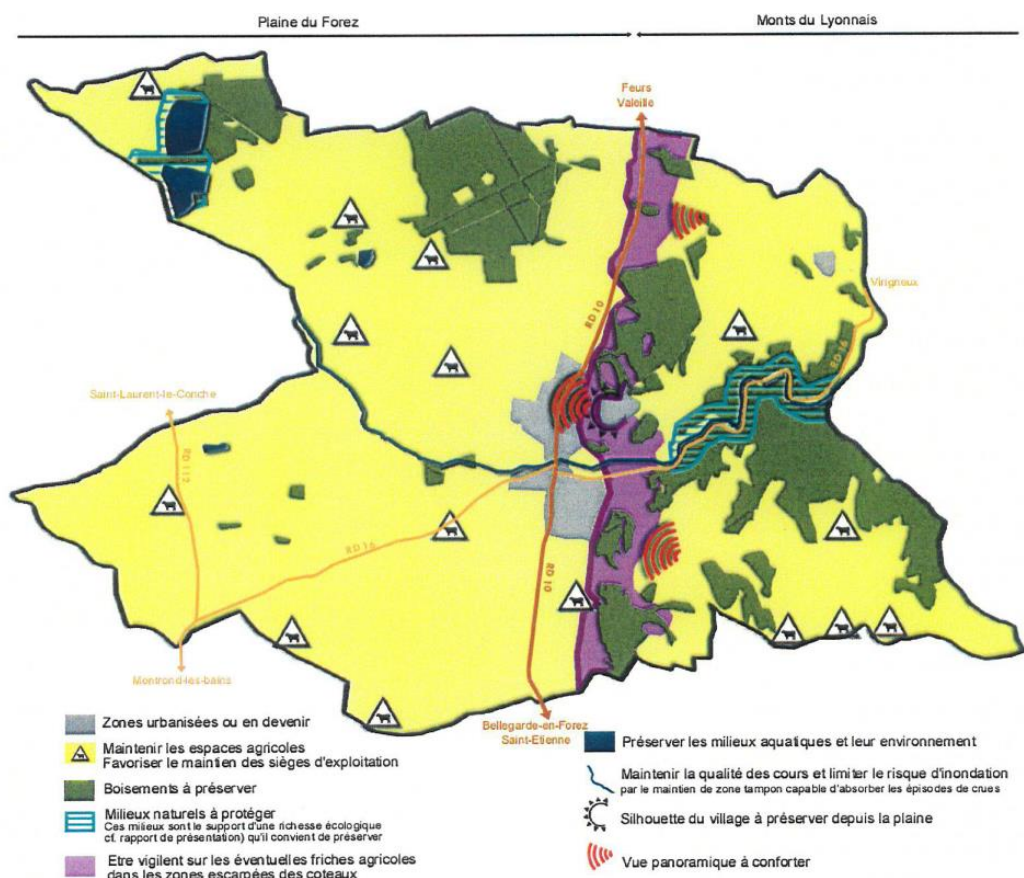
- Limiter la vitesse sur l'axe RD 10 pour permettre l'atténuation des nuisances sonores
- Développer l'offre de stationnement aux quartiers du Pont et du Palais favorisant la fréquentation du commerce
- Développer l'offre de logements locatifs afin de permettre le renouvellement de la population, donc des effectifs solaires, et la mixité sociale
- Favoriser l'accueil de commerces de première nécessité dont une boulangerie
- Poursuivre le développement des équipements et l'amélioration des espaces publics
- Améliorer la liaison entre les différents lotissements et prévoir la réalisation d'espaces verts ou d'aires de jeux entre
- Réhabiliter l'ancien internat de sœurs (logements locatifs, local pour les associations, crèches...)

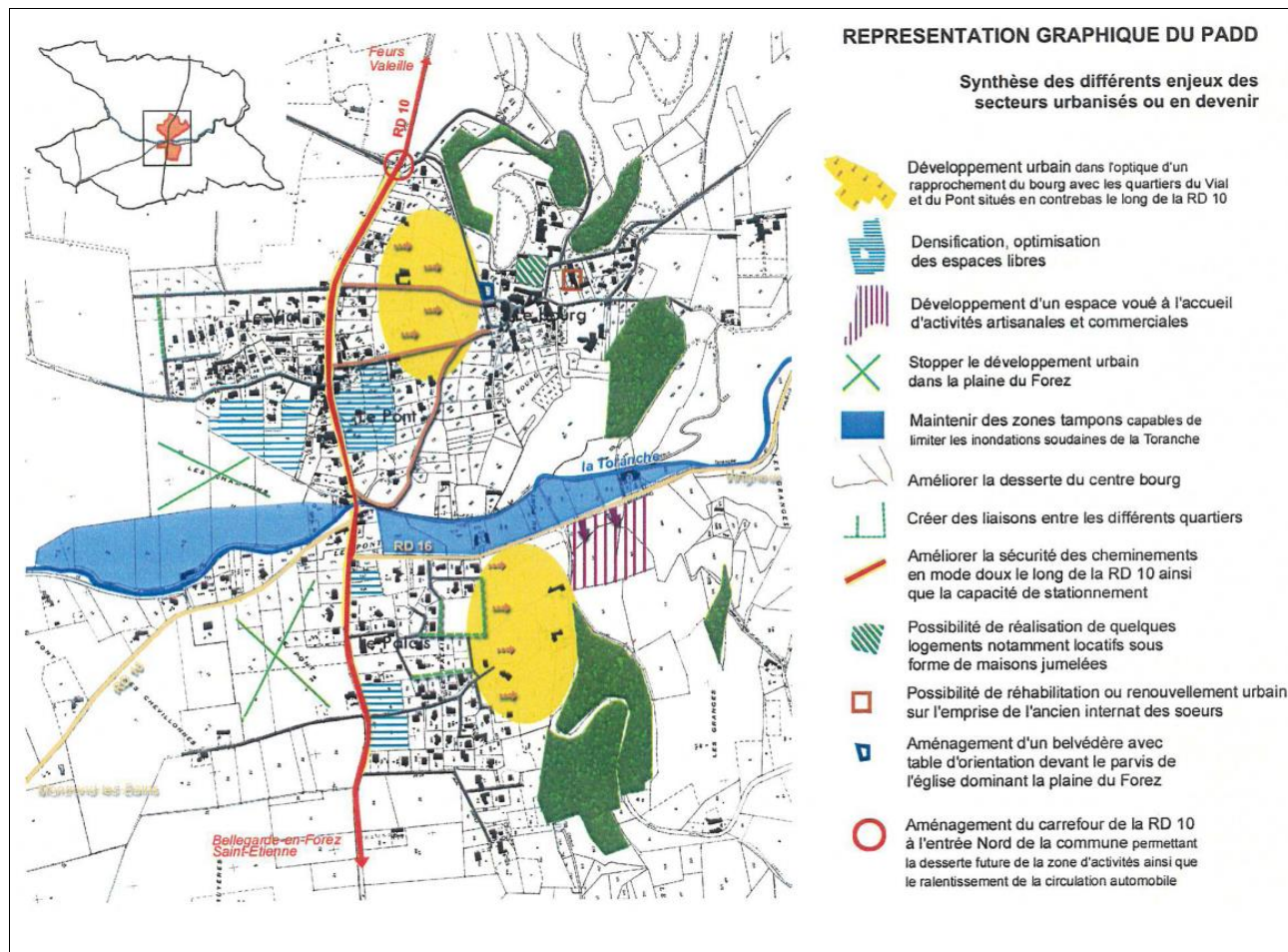
## Pérenniser les activités économiques traditionnelles et développer les potentiels

- Favoriser le développement et l'accueil d'activités artisanales et commerciales notamment, par la création d'une zone d'activités
- Développer les activités touristiques et de loisirs en lien avec la proximité des agglomérations de Saint-Etienne, Feurs, Montrond en développant des structures d'hébergement de type gîtes, chambres d'hôte et valorisant les chemins de randonnées

### REPRESENTATION GRAPHIQUE DU PADD

## Enjeu de préservation des équilibres entre les mil





### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cyr-les-Vignes a été lancée par arrêté n°15-2024 le 2 mai 2024.

Elle a pour objectifs d'identifier deux nouveaux changements de destination.

Il s'agit pour le premier, d'un changement de destination oublié, sur une grande dépendance, situé à L'Hormet Ouest.

Concernant le second changement de destination, il s'agit de diversifier l'activité d'entraînement de chevaux de course existante depuis l'entre-deux guerres au Nord de la commune, Route de Valeille. L'exploitant actuel du haras part à la retraite d'ici quelques années et prépare la vente de son activité. Actuellement, il exploite, il a ses propres chevaux de course qu'il entraîne et entraîne aussi des chevaux en pension.

Le futur repreneur, dont le projet a été validé par la SAFER, souhaiterait diversifier l'activité existante pour avoir un meilleur équilibre financier, ce qui nécessite l'identification d'un changement de destination afin de prévoir dans un bâtiment actuellement dédié à des logements, des activités de service en rez-de-chaussée.

Le bâtiment est actuellement occupé par des logements. Ce sont à la fois des logements de fonction liés à l'activité existante sur place mais aussi des logements loués à des tiers qui ne travaillent pas sur le haras.



La modification du PLU entraîne de revoir le PLU pour :

- Reprendre le zonage : identification des deux changements de destination
- Reprendre le règlement : ajouter les deux changements de destination à la liste existante (le tableau est complété).

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

-

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

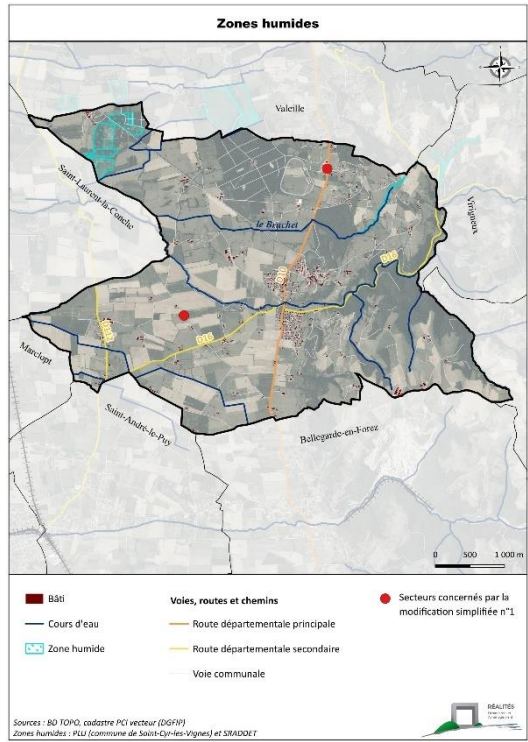
Si oui, préciser la localisation et les superficies

-

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
-
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

-
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
-
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
-

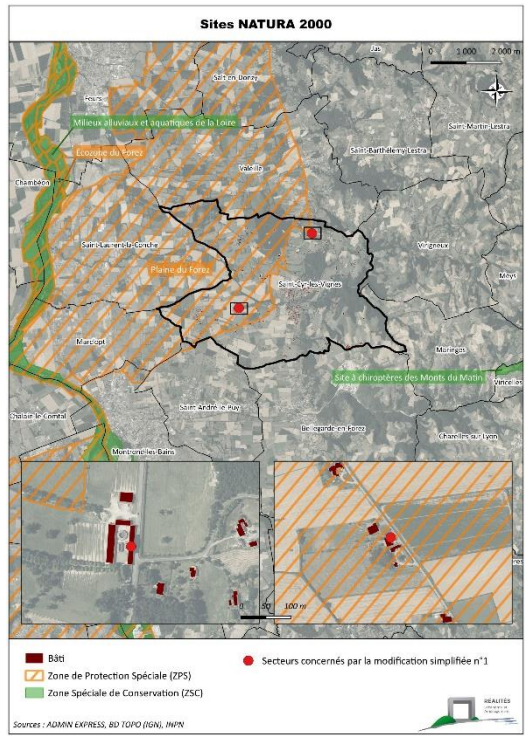
<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zone de Protection Spéciale FR8212024 – Plaine du Forez, crée par arrêté du 12 juillet 2018. Un des changements de destination identifié est situé dans le périmètre du site. Il n'impacte pas le site puisque le bâtiment est existant.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

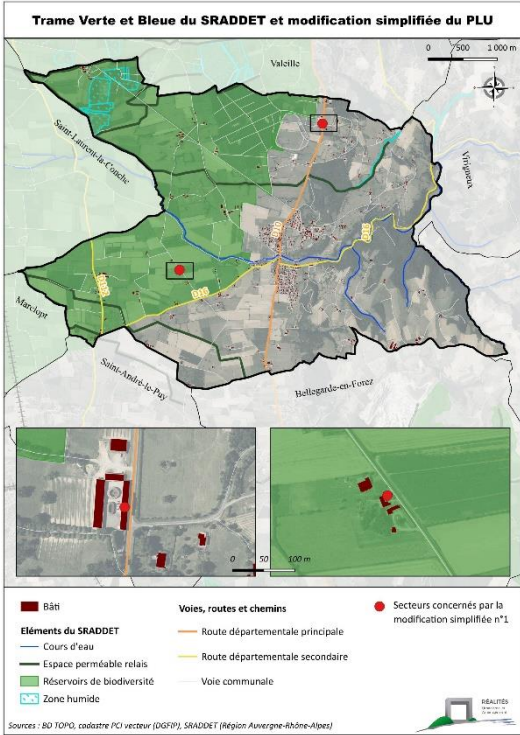
l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par la présence de zones humides repérées par l'inventaire départementale de La Loire.</p> 
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU intègre des orientations de préservation de la trame verte et bleue.</p> <p>La procédure d'évolution du PLU n'impacte pas les secteurs</p>



			concernés par la TVB identifiés au SRADDET.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par la présence d'une ZNIEFF de type I sur son territoire, il s'agit de la ZNIEFF ZNIEFF de l'Étang la Bâtie (Identifiant national : 820032199), située au Nord-Ouest.</p> <p>La commune est concernée par la présence de deux ZNIEFF de type II qui coupent le territoire entre Est et Ouest, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La ZNIEFF II des Contreforts méridionaux des Monts du Lyonnais (Identifiant national : 820032188) à l'Est ;</li> <li>- La ZNIEFF II des Plaines du Forez (Identifiant national : 820002499) à l'Ouest.</li> </ul> 
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Le territoire communal, dans sa partie Ouest, est concerné par la</b>

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			<p><b>présence d'un site Natura 2000 : la Zone de Protection Spéciale FR8212024 – Plaine du Forez, créée par arrêté du 12 juillet 2018.</b></p> <p>La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur le site Natura 2000 qui est lié au fleuve et aux étangs. L'identification du changement de destination le plus au Sud, même s'il est dans le périmètre du site, n'a pas d'impact. Le bâtiment est existant, il n'y a pas de nouvelle construction.</p> <p>Le changement de destination au Nord n'est pas inclus dans le périmètre du site Natura 2000.</p>
			
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine			
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les modifications de zonage n'impactent pas la TVB du SRADET.</p> <p>Le changement de destination situé au Sud est situé dans le réservoir de biodiversité qui reprend le périmètre du site natura 2000.</p> 
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les évolutions de zonage n'impactent pas la ZNIEFF I située sur la commune.</p> <p>Les ZNIEFF de type II couvrent de nombreuses communes. Les secteurs concernés par la modification ne sont pas des zones naturelles.</p>



D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			

Si oui, précisez :
-

### 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

### 7. Autres procédures consultatives

#### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en octobre, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.

#### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

-

#### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

-

- autre, préciser les modalités

Le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition en mairie pour la consultation du public.

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>Annexe 1 : Rapport de présentation de la modification</p> <p>Annexe 2 : Auto-évaluation</p> <p>Annexe 3 : Zonage (plans avant-après)</p> <p>Annexe 4 : Règlement provisoire, modifié</p>		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	SAINT-CYR-LA-VIGNES	le,	9. 8. 2024
Nom	COURT	Prénom	Gilles
Qualité	Maire		
Signature			

